



# ESPACE PUBLIC ET LOGIQUES D'IMPLANTATION DES COMMERÇANTES INFORMELLES DANS LA VILLE DE DALOA (CÔTE D'IVOIRE)

Ibrahim Sanou Baba, Bi Tozan Zah, Gedeon Stéphane Seka

## ► To cite this version:

Ibrahim Sanou Baba, Bi Tozan Zah, Gedeon Stéphane Seka. ESPACE PUBLIC ET LOGIQUES D'IMPLANTATION DES COMMERÇANTES INFORMELLES DANS LA VILLE DE DALOA (CÔTE D'IVOIRE). Geovision, 2024, Tome 1 (Hors-série N °03). <hal-04887432>

**HAL Id: hal-04887432**

**<https://hal.science/hal-04887432v1>**

Submitted on 15 Jan 2025

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

## ESPACE PUBLIC ET LOGIQUES D'IMPLANTATION DES COMMERÇANTES INFORMELLES DANS LA VILLE DE DALOA (CÔTE D'IVOIRE)

SANOU Baba Ibrahim<sup>1</sup>, ZAH Bi Tozan<sup>2</sup>, SÉKA Gédéon Stéphane<sup>3</sup>

<sup>1</sup>Doctorant à l'UAO Bouaké, [Sibrahima306@gmail.com](mailto:Sibrahima306@gmail.com)

<sup>2</sup>Maitre de Conférences à l'UAO Bouaké, [thozane@hotmail.com](mailto:thozane@hotmail.com)

Docteur à l'UAO Bouaké, [gedeonssseka@gmail.com](mailto:gedeonssseka@gmail.com)

### Résumé

Plus d'un milliard d'êtres humains vivent dans une situation de pauvreté extrême et les plus touchés par ce phénomène sont les jeunes et les femmes. Cette extrême pauvreté est inégalement répartie à travers le monde et suivant les grands pôles de développement. En Côte d'Ivoire, 39,4% des Ivoiriens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Elle reste toutefois élevée, avec une prédominance observée chez les femmes. Pour faire face à cette situation, les femmes s'insèrent dans le secteur informel, où elles représentent 63% de la main-d'œuvre. Toutefois, celles-ci dans la pratique desdites activités occupent de façon anarchique l'espace public sous diverses formes. Daloa ville chef-lieu de la région du haut Sassandra s'avère particulièrement touchée par ce phénomène. Cette occupation de l'espace public par les femmes suit une logique qui leur est propre. Ce qui pose le problème du désordre urbain. Cette étude vise à analyser les logiques d'implantation des commerçantes informelles sur les espaces publics urbains à Daloa. À ce titre, la méthodologie se fonde sur une observation directe des espaces d'implantation des activités et le comportement dans la pratique des commerçantes informelles. Par la suite, nous avons procédé à une enquête par questionnaire auprès de 100 femmes. Les résultats de cette étude montrent que 68% des femmes occupent le domaine public sans autorisation de la mairie. 34% sont installées sur la servitude contre 27% sur les trottoirs. Cette occupation de l'espace public vise à inciter les passagers et les usagers de la route quant à l'achat des marchandises.

**Mots-clés :** Espace public, commerçantes informelles, logiques d'implantation, Daloa, Côte d'Ivoire

## PUBLIC SPACE AND LOGIC OF IMPLEMENTATION OF INFORMAL SALESWOMEN IN DALOA (IVORY COAST)

### Abstract

More than billions of human beings live in extreme poverty and those who are the most affected by this phenomenon are young people and women. This extreme poverty is inequally spread in the worldwide and following the great steps of development. In Ivory Coast, 39.4% of Ivoirians are living under the realm of poverty. However, it remains increased with predominance observed in women. In order to face this situation, women integrate the informal sector where they account for 63% of manpower. However, in practicing these activities, they take in an anarchic way public spaces under diverse forms. Daloa, chief town of haut Sassandra is seemed affected particular by that phenomenon. Occupying public spaces follows a logic by their own what causes urban disorder. This study aims at analysing the logics of implementation of informal saleswomen on the public places in Daloa. Taking into account this fact, the methodology is focused on a direct observation of implementation spaces of activities and the behavior in the practice of informal saleswomen. Then, we have made an investigation by a questionnaire with 1,00 women. The results of this practice show that 68% of women are on the public domain without authorization of the town hall. 34% are set on the easement against 27% on the pavements. That occupation of the public space aims at encouraging passengers and road users as to purchasing goods.

**Keywords:** Public space, informal saleswomen, logic of implementation, Daloa, Ivory Coast

## Introduction

Plus d'un milliard d'êtres humains vivent dans une situation de pauvreté extrême et les plus touchés par ce phénomène sont les jeunes et les femmes. Cette extrême pauvreté est inégalement répartie à travers le monde et suivant les grands pôles de développement. À cet effet, en Afrique, sur les 936 millions de personnes vivant sur le continent africain, 411 millions vivent en dessous du seuil de pauvreté soit près de 44% de la population. Cette situation oblige une partie importante de la population des pays d'Afrique subsaharienne à vivre en travailleurs indépendants et à trouver refuge dans le secteur informel. Les femmes étant l'une des couches les plus vulnérables, représentent 92% de la main-d'œuvre informelle en dehors de l'agriculture contre 71% d'hommes (C. MALDONADO, C. BADIANE et A-L MIELOT, 2004, p.1).

En Côte d'Ivoire, la situation conjoncturelle liée à la crise économique de 1980 renforcée par les années d'instabilité dues aux crises sociopolitiques a plongé la population ivoirienne dans la précarité. Ces événements ont eu pour conséquence une montée du chômage dans le pays au point où 2 ivoiriens sur 5 vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit près de 39,4% (INS, 2022, p.8). Les femmes étant la catégorie la plus touchée, le secteur informel constitue pour elles une stratégie de résilience face à la pauvreté. Les femmes constituent plus de la moitié de la main-d'œuvre informelle en Côte d'Ivoire, soit près de 63% (A. SERY, 2012, p.17).

Toutefois, le mode et les formes d'occupation des espaces par ces femmes demeurent problématiques. Celles-ci occupent de façon anarchique l'espace public dans la pratique de leurs activités sous le regard impuissant des autorités locales. Cette occupation anarchique de l'espace public engendre pourtant le désordre dans le milieu urbain. Daloa ville chef-lieu de la région du haut Sassandra, symbole d'une urbanisation rapide, s'avère particulièrement touchée par ce phénomène. Les sites privilégiés pour accueillir ces activités dites informelles, sont les espaces publics qui par définition, sont « des espaces communs à une pluralité d'acteurs, mais dont un pouvoir (État, Président, ministères, mairies, communautés ethniques) est garant de l'accès et de l'usage » (F. LEIMDORFER, 1999, p. 53). Face à cela, il importe de savoir : comment les femmes actrices des activités informelles parviennent-elles à coloniser l'espace public ? Quelles sont les logiques de l'implantation de ces femmes sur le domaine public ?

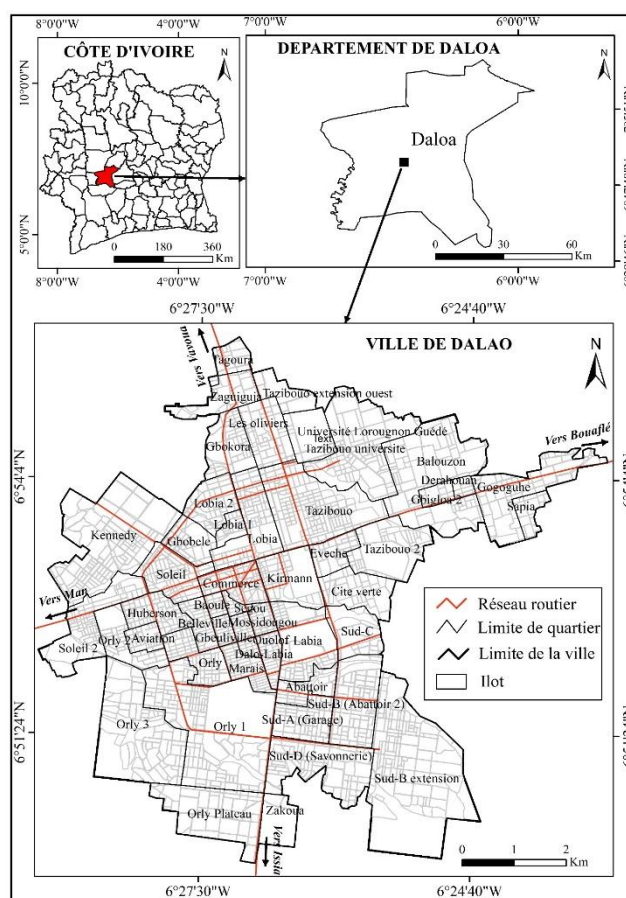
Cette étude vise à analyser les logiques d'implantation des femmes sur les espaces publics urbains à Daloa.

## 1. Méthodologie

### 1.1. Présentation de la zone d'étude

Située dans la région du Haut-Sassandra au Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire, la ville de Daloa s'étend sur 9 230 ha et compte une population de 421 879 habitants (INS-RP2021). Elle est limitée au Nord par les villes de Vavoua et de Zuenoula, au sud par celles d'Issia et de Sinfra, à l'Ouest par les villes de Duékoué et de Bangolo et à l'Est par celle de Bouaflé. La ville de Daloa a été érigée en commune depuis 1980. Née de la fusion des villages (Lobia, Labia, Gbeuliville et Tazibouo) en bordure des pistes Nord-Sud et Est-Ouest, Daloa dont l'évolution s'est faite autour desdits villages, est avant tout le territoire des populations autochtones Bété. L'ethnie Bété fait partie du sous-groupe culturel Krou, une société à dominance patrilinéaire. Chef de lieu de région, la ville de Daloa est le principal pôle économique et démographique du centre-ouest de la Côte d'Ivoire. Elle constitue le cadre idéal pour notre étude. La carte 1 présente la localisation de la ville de Daloa.

Carte 1 : localisation de la ville de Daloa



Source : INS 2021 Réalisation : SANOU B. Ibrahim, juillet 2023

## 1.2. Technique de collecte des données

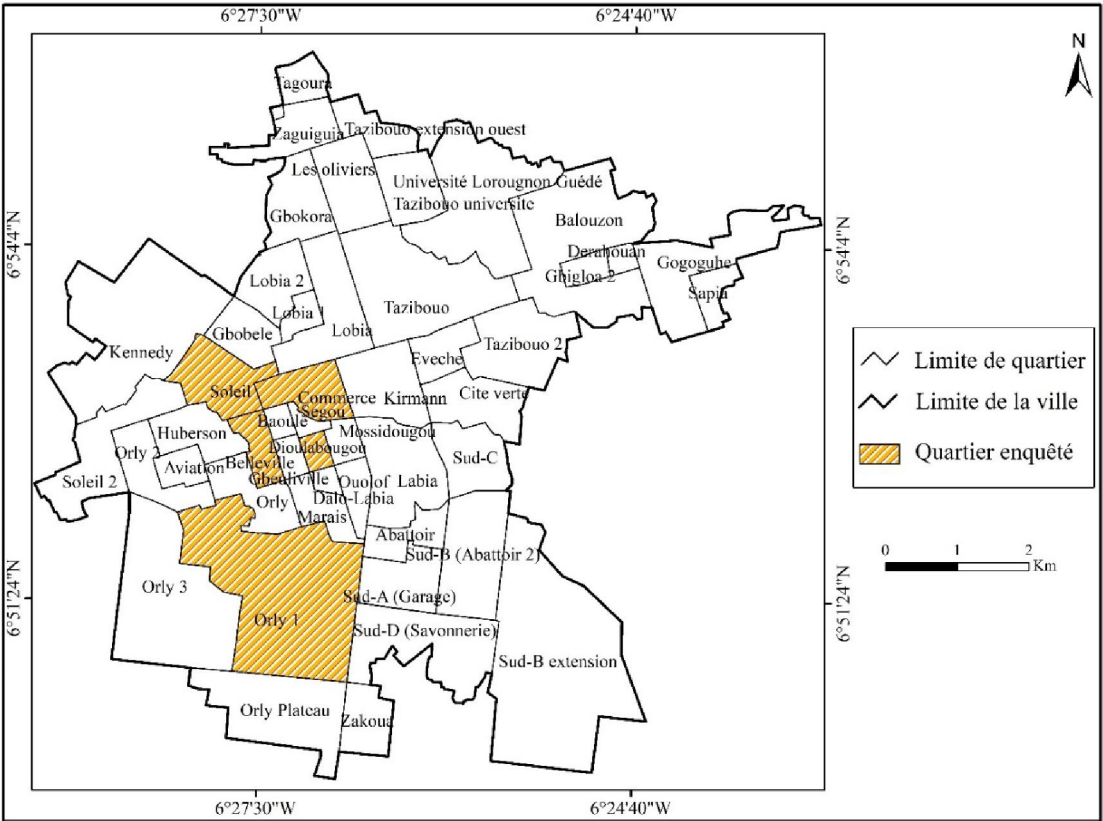
La méthode de collecte de données se base sur une observation directe et l'enquête par questionnaire. L'observation directe permet de saisir les comportements des acteurs au moment où ils se produisent. Cette méthode a permis d'appréhender les espaces publics occupés par les commerçantes informelles et de faire l'inventaire des différentes activités menées. Elle a également porté sur les formes d'implantation spatiale ainsi que les équipements utilisés par les femmes. Par la suite, nous avons procédé à une enquête par questionnaire auprès de 100 femmes afin de connaître les raisons de l'occupation des espaces publics. L'échantillon a été obtenu suivant la méthode à choix raisonné. En effet, à l'image des autres villes de la Côte d'Ivoire, Daloa abrite sur son espace urbain, une multitude d'activités informelles, regroupée en 4 catégories que sont l'informel d'art (coiffure, couture, la décoration, la poterie), d'échanges (vente de friperie, le vivrier, produits cosmétiques, de téléphones et de charbon), de production (fabrication d'attiéké, de savon kabakourou, de beurre de karité et de fumage de riz) et de services (restauration populaire, kiosque, cabine et agence de retrait et de dépôt d'argent). Ce regroupement a été fait sur la base des données de la Chambre régionale des métiers de Daloa. La ville comptant 45 quartiers, la technique a consisté à choisir 5 quartiers qui soient représentatifs. Ces choix ont été faits après une enquête minutieuse qui a permis d'identifier la typologie des quartiers, leur caractère socioéconomique ainsi que la démographie. Et dans chaque quartier choisi, 5 femmes ont été sélectionnées par catégorie définie sur la base des activités qui abondent dans ces catégories. En cas d'absence d'une catégorie des activités informelles préalablement définies dans un quartier visité, un rattrapage est effectué dans les autres catégories de sorte à atteindre le quota des 20 commerçantes informelles par quartier.

Tableau 1 : récapitulatif de la taille de l'échantillonnage

Catégories	Activités	Effectifs des enquêtes
Art	Coiffure	5
	Couture	
	Décoration	
	Autres (poterie, etc.)	
Échanges	Vente de friperie	5
	Vente de vivriers	
	Produits cosmétiques	
	Autres (charbon, téléphone)	
Production	Fabrication d'attiéké	5
	Fabrication de savon kabakourou	
	Production de riz	
	Autres (Fabrication de beurre de karité, etc.)	
Services	Restauration populaire	5
	Kiosque	
	Cabine	
	Autres (agence de retrait et dépôt d'argent, etc.)	
Total		20

Source : nos enquêtes, 2023

Carte 2 : Quartiers enquêtés



Source : INS 2021

Réalisation : SANOU B. Ibrahim, juillet 2023

## 2. Résultats et Analyses

L'espace public est l'objet de diverses formes d'occupation par les commerçantes informelles. Les résultats de cette étude se présentent dans les lignes suivantes.

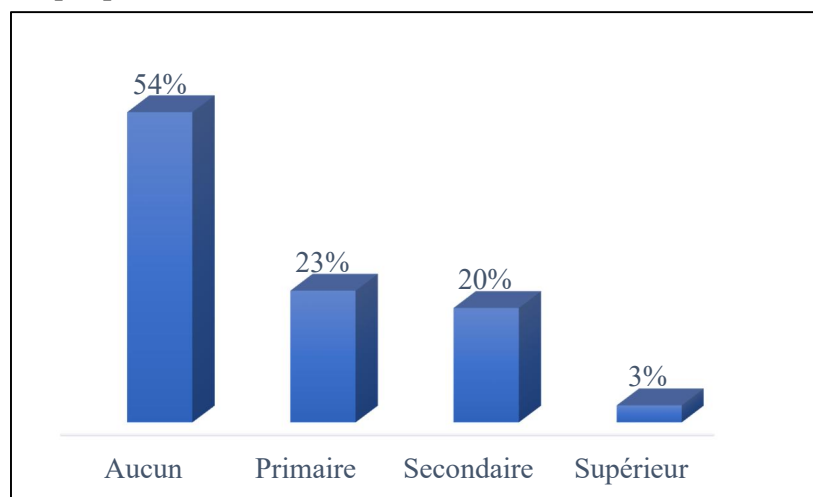
### 2.1. Caractéristiques socioéconomiques des commerçantes informelles

Le secteur informel dans la ville de Daloa se caractérise par une diversité d'actrices. Par conséquent, il est important de s'intéresser au profil socioéconomique de ces femmes. Les variables retenues pour l'étude du profil socioéconomique des commerçantes informelles sont le niveau d'instruction et le statut de propriété des commerçantes informelles.

#### 2.1.1. Répartition des commerçantes selon le niveau d'instruction

Le niveau d'instruction représente un indicateur important dans l'analyse sociodémographique des commerçantes informelles. Car le niveau d'instruction peut justifier le comportement et la capacité de réaction d'un individu dans la société. Particulièrement, les activités informelles regorgent une proportion importante de personnes dont le niveau intellectuel reste relativement bas. Cela semble traduire leurs comportements et leurs pratiques, qui souvent sont en marge des règles de vie en société. Les différents niveaux d'instruction des enquêtées sont détaillés à travers le graphique ci-dessous.

**Graphique 1 : Niveau d'instruction des commerçantes informelles**



Source : nos enquêtes, 2023

Le graphique 1 montre que 54% des enquêtées sont analphabètes contre 23% d'un niveau primaire. Quant aux commerçantes d'un niveau secondaire et supérieur, elles représentent 20% et 3% des enquêtées. Cette forte représentativité des analphabètes est due au fait que celles-ci étant conscientes de leur très faible niveau d'instruction cherchent plutôt à exercer dans le secteur informel. Aussi, la pratique de ces activités n'a pas forcément besoin d'une qualification diplômante ou compétence, ni d'un déboursement d'une importante somme d'argent. L'informel se présente ainsi comme un refuge économique des marginaux qui refusent de céder au défaitisme. Quant aux commerçantes d'un niveau d'étude secondaire et supérieure, elles sont généralement en quête d'emploi. Ces commerçantes exercent ces petits métiers dans le but de subvenir à leurs besoins élémentaires (gagner de l'argent pour se nourrir, se soigner et se vêtir) en espérant avoir un emploi digne de leur niveau d'instruction dans la fonction publique ou dans les secteurs modernes privés.

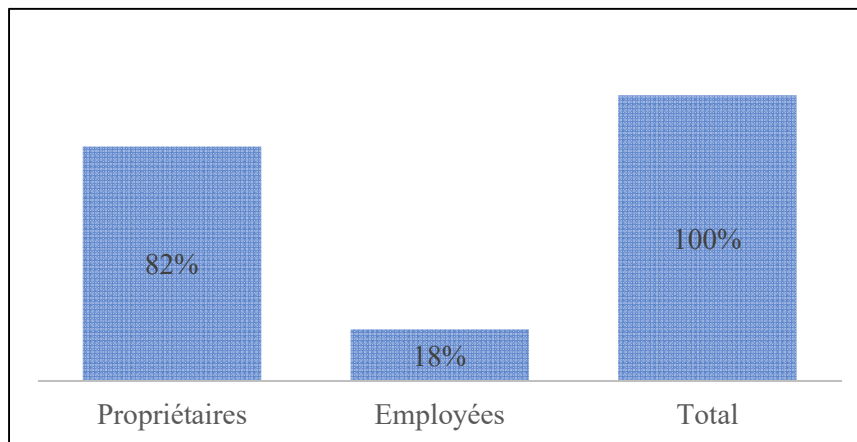
#### 2.1.2. Statut de propriété des commerçantes informelles

Le statut de propriété permet de savoir si les commerçantes sont détentrices exclusives ou non de l'activité qu'elles mènent. Car très souvent on pense que celles qui gèrent l'activité en est le propriétaire, alors que ce n'est pas toujours le cas. Il peut s'agir soit du propriétaire ou de l'employée. À cet effet,



82% des commerçantes rencontrées sont propriétaires de l'activité qu'elles mènent contre 18% des employées.

**Graphique 2 : statut de propriété des commerçantes informelles**



Source : nos enquêtes, 2023

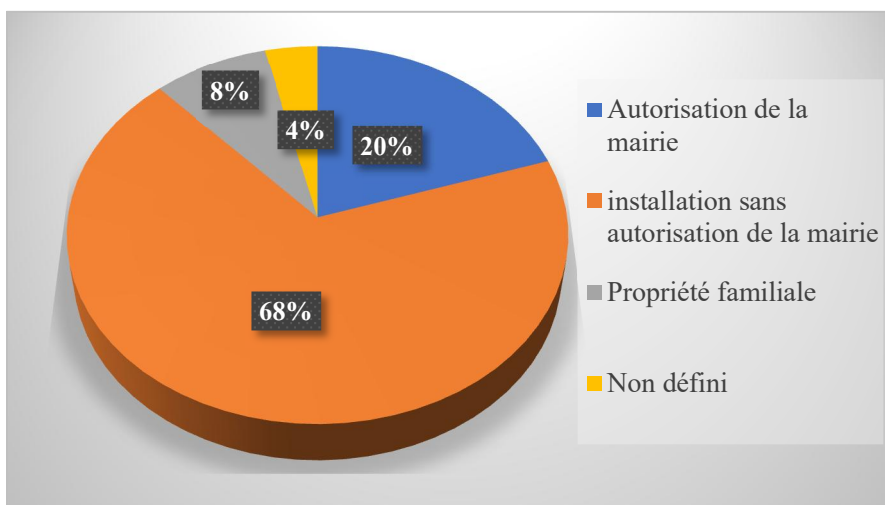
Cette forte représentativité de commerçantes propriétaires est liée au désir d'autonomie et d'indépendance des commerçantes à s'installer à leur propre compte. En outre, disposer de sa propre activité permet d'accroître ses revenus. Aussi, pour certaines être propriétaire d'une entreprise de production informelle ne nécessite pas de moyens importants ou de diplômes à fournir. Juste avec le nécessaire, on peut commencer une activité. Ce qui justifie le nombre important de propriétaires. Concernant les employées, il s'agit de personnes ou de gérantes qui travaillent pour une tierce personne. Il peut s'agir d'un membre de la famille ou une quelconque personne. Elles sont pour certaines des élèves, des déscolarisées, des analphabètes et étudiantes. Elles sont très peu représentatives.

## **2.2. Formes d'appropriation de l'espace public urbain**

Le mode d'accession à l'espace public urbain par les commerçantes pour l'exercice de leurs activités se fait à travers diverses modalités, qu'il convient de connaître. Ces occupations ne se font pas toujours dans le respect des règles prescrites par les autorités communales. C'est donc pourquoi la plupart des terrains occupés par celles-ci sont régulièrement remis en cause par les pouvoirs publics, entraînant souvent de vives protestations de la part de ces derniers. À cet effet, différents modes auxquels les commerçantes usent pour se procurer un espace pour l'exercice de leurs activités sont libellés dans le graphique 3 ci-après. L'analyse de ce graphique montre que la majorité des commerçantes s'installe sans aucune autorisation préalable des autorités communales. Ces acteurs représentent 68%. Cette occupation anarchique et illégale des commerçantes s'explique par plusieurs raisons. D'abord, cette occupation illégale par les acteurs informels obéit à une logique commerciale. Pour ces acteurs, ces espaces offrent plus de clients et d'opportunités d'affaires. En outre, on note des raisons financières car les acteurs estiment que les magasins construits coûtent chers. Par ailleurs on note également une insuffisance de marchés ou d'espaces aménagés pour la pratique des activités. Aussi, cette occupation anarchique est liée à l'analphabétisme de certains acteurs qui ignorent être installés sur des espaces non autorisés et n'ayant aucune connaissance des procédures d'acquisition de places. À cela s'ajoute, le laisser-faire des autorités municipales souvent complices de ces pratiques, mais aussi à l'entêtement des acteurs bien qu'étant informés d'occuper des espaces non autorisés. Enfin, cette occupation illégale est souvent faite de façon délibérée car tout espace vide et inoccupé constitue des opportunités affaires. Pour ces commerçantes, la nature a horreur du vide. Concernant les commerçantes affirmant avoir reçu une autorisation des autorités municipales avant de s'installer ont un taux de 20%. Pour celles-ci, l'autorisation de ces espaces par la mairie permet d'éviter les rapports conflictuels liés au déguerpissement. Aussi, en cas d'un éventuel déguerpissement ou d'un incendie, cela permet d'être relogée sur un autre site. Par ailleurs, il faut également souligner que ces actrices disposent de moyens financiers permettant d'acquérir les places sur les sites aménagés. Enfin viennent les commerçantes installées sur la propriété familiale, 8%. Elles sont pour certaines installées devant leur maison. Ils

affirment ne pas avoir besoin d'une autorisation quelconque avant de s'y installer. Par contre, d'autres sont installés sur un domaine privé le temps de sa mise en valeur ou occupent la place d'une tierce personne.

**Graphique 3 : Mode d'accès à l'espace public**

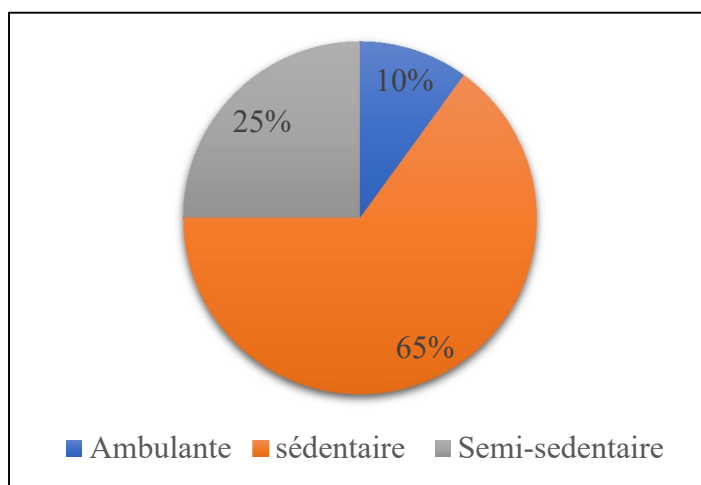


Source : nos enquêtes, 2023

### 2.3. Formes d'implantation des commerçantes informelles

Le graphique 4 montre que 65% des commerçantes informelles occupent l'espace public de façon sédentaire, en y construisant des installations. Ces installations sont fonction du capital que disposent les acteurs. Il s'agit des bâtiments fermés (boutiques, magasins, kiosques), des habitats de fortune (hangars, des baraques), des étals (tables), à même le sol ou autres (charrette, etc.). Outre, 25% des commerçantes ont opté pour le mode semi-sédentaire. Il s'agit de commerçante qui ne dispose pas de lieu fixe pour la pratique de leur activité. Celles-ci sont incapables de s'accommoder un espace durant une longue période. Elles mènent leur activité pour certaines de façon périodique. Pour d'autres, le manque de places ainsi les nombreux déguerpissements des agents municipaux expliquent ce mode d'occupation de l'espace urbain. Quant aux commerçantes ambulantes, elles représentent 10%. Celles-ci préfèrent aller à la conquête de la clientèle dans les rues, les gares routières, aux abords des services administratifs, sanitaires et éducatifs.

**Graphique 4 : formes d'implantation des commerçantes informelles**



Source : nos enquêtes, 2023

- **Le mode ambulatoire** : il concerne les commerçantes qui sillonnent l'espace urbain en se déplaçant d'un lieu à l'autre à la recherche de clients. Elles peuvent parcourir de courtes ou de longues distances



selon la disponibilité des clients. Les commerçantes ambulantes se répartissent en deux groupes. Certaines d'entre elles sont des commerçantes sédentaires c'est-à-dire qu'elles disposent d'un lieu fixe de vente. Mais à une certaine heure de la journée, celles-ci se déplacent avec une partie de leur marchandise à la recherche de clients. Par contre, d'autres sont des commerçantes qui ne disposent pas d'espace pour la pratique de leur activité. Le commerce ambulant fait partie de leur quotidien. Elles se déplacent souvent en groupe et disposent de point de repère servant de lieu de repos ou de rassemblement. Les produits sont souvent exposés dans des charrettes ou chargés à la tête. Les espaces sollicités par ces commerçantes sont les rues, les gares et les devantures des services administratifs et sanitaires.

**Photo 1 : vendeuse ambulante au quartier Lobia**



Source : nos enquêtes, 2023

- **La sédentarisation** : dans ce cadre, les commerçantes disposent d'un lieu fixe pour la pratique de leur activité. Elles occupent l'espace en permanence par la construction d'équipements commerciaux en y conservant leurs marchandises. Elles sont des locataires pour certaines et pour d'autres des propriétaires des locaux dans lesquels, elles exercent. La plupart du temps, ces locaux prennent la forme d'abri, de kiosque, de magasin ou d'autres structures fixées au sol. Dans ce sens, l'appropriation sédentaire correspond à un type installation qui s'inscrit dans le long terme et la portion occupée affiche l'air d'un véritable espace domestiqué dans l'espace public. Ces commerçantes pour la plupart paient des taxes auprès des agents municipaux.

**Photo 2 : Commerçante sédentaire au quartier Orly**



Source : nos enquêtes, 2023

- **La semi-sédentarisation** : elle concerne les commerçantes informelles qui occupent l'espace public de façon temporaire. Celles-ci mènent leur activité en fonction des saisons et sont incapables de s'accommoder un espace sur une longue durée. Les activités menées sont fonction de la demande. Pour d'autres, à défaut d'avoir un espace qui leur permettrait de s'installer de façon fixe, elles se regroupent devant les magasins avec la permission des propriétaires et étalent leurs marchandises sur des tapis à même le sol ou sur des tables.

**Photo 3 : commerçante semi-sédentaire au quartier Commerce**



Source : nos enquêtes, 2023

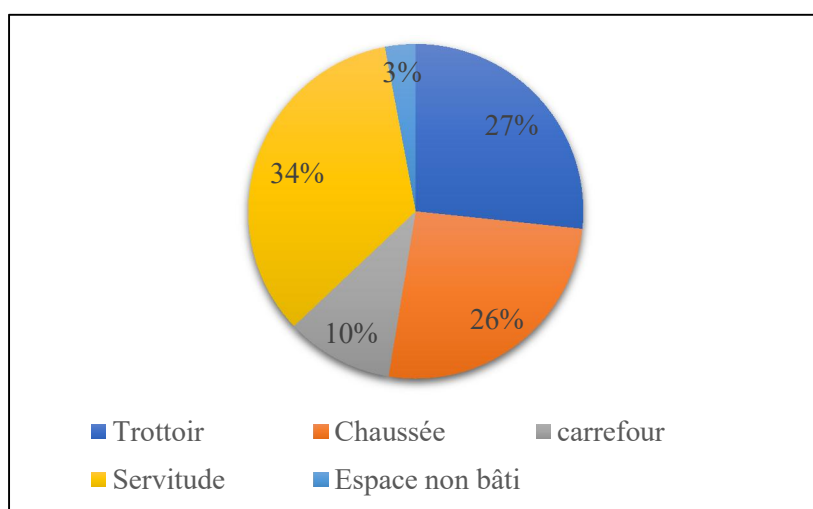
#### **2.4. L'espace public, une diversité dans l'occupation**

L'analyse de l'occupation de l'espace public par les commerçantes informelles passe également par un inventaire des types d'espaces occupés et des équipements commerciaux utilisés par celles-ci.

### 2.4.1. Typologie des espaces occupés

Plusieurs types d'espaces sont l'objet de convoitise de la part des commerçantes. L'enquête de terrain a permis de remarquer que celles-ci s'installent sur différents espaces publics notamment les carrefours, les trottoirs, les chaussées, les servitudes et les espaces non bâtis. Les espaces publics qui font l'objet d'occupation anarchique dense à des fins commerciales sont les servitudes (34%), les Trottoirs (27%) et les chaussées (26%). Pour ces commerçantes, ces espaces offrent plus de visibilité aux clients et d'opportunités d'affaires. Elles sont suivies des commerçantes installées dans les carrefours et les ronds-points (10%). Ces endroits sont l'objet d'une exploitation particulière par les commerçantes parce qu'elles sont en contact direct avec la clientèle. En effet, ces espaces sont des lieux de rencontres et de rendez-vous. C'est aussi des repères où les automobilistes ralentissent, marquent parfois des temps d'arrêt. Ces moments d'arrêt permettent aux usagers (automobilistes et piétons) d'observer les produits ou articles exposés. Souvent, il arrive que ceux-ci fassent des achats opportunistes pendant ce petit moment. Ce qui explique la présence massive des activités informelles à ces points précis. Par ailleurs, le manque et le coût élevé des places poussent également ces dernières à prendre d'assaut ces espaces.

**Graphique 5 : Types d'espaces occupés par les commerçantes**

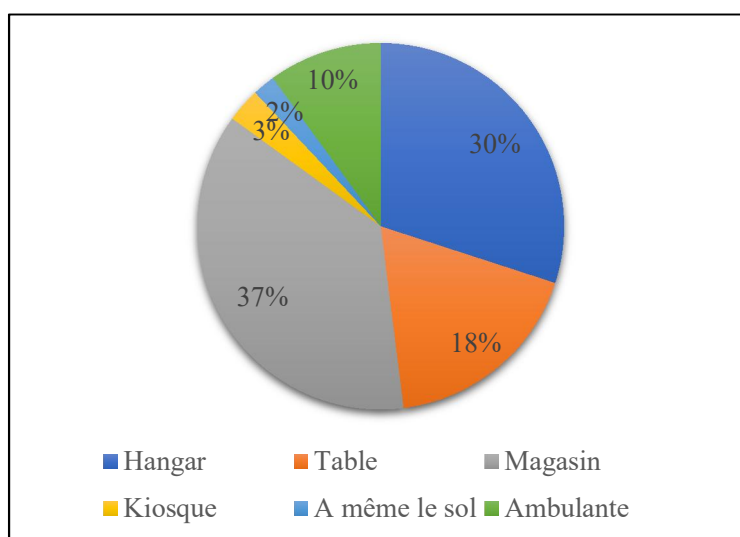


Source : nos enquêtes, 2023

### 2.4.2. Nature des équipements commerciaux utilisés

Divers types d'équipement sont utilisés par les commerçantes pour l'exercice de leur activité. Ces installations sont fonction du capital que disposent celles-ci. Il s'agit des bâtiments fermés (boutiques, magasins, kiosques), des habitats de fortune (hangars, des baraques), des étals (tables), à même le sol ou autres (charrette, etc.). À cet effet, lors de nos investigations de terrain, 38% des femmes rencontrées exercent dans des magasins en dur contre 30% sous des hangars. 18% des commerçantes utilisent des tables. Ces différents équipements servent de vente des produits vivriers, de friperie et de restauration. Quant aux commerçantes qui vendent à même le sol et dans les kiosques ont des taux respectifs de 3% et de 2%.

Graphique 6 : Types d'équipements commerciaux utilisés



Source : nos enquêtes, 2023

### 3. Discussion

Cette étude met en exergue les logiques d'implantation des commerçantes informelles dans la ville de Daloa. Elle a permis d'identifier et d'analyser les différentes formes d'implantation, les types d'espaces occupés ainsi que leur mode d'accès à l'espace communal. À cet effet, les investigations de cette étude ont montré que les commerçantes informelles dans la ville de Daloa occupent l'espace public sous diverses formes. 65% d'elles occupent l'espace urbain de façon sédentaire, 25% de façon semi-sédentaire et 10% sont des ambulantes. Ces résultats rejoignent également les travaux de J-F. STECK (2006, p.73). En effet pour cet auteur, le développement des petites activités commerciales et artisanales urbaines appartenant à ce que l'on a pris coutume d'appeler l'informel s'accompagne le plus souvent d'une importante occupation de la rue, sous diverses formes ambulantes et sédentaires, temporaires et permanentes. Cette présence en fait aujourd'hui un élément incontournable de la description des paysages urbains, notamment dans les villes africaines. Ces résultats sont aussi confirmés dans les travaux, M. KHOUMA (2017, p.28) et M. KHAROUFI (1992, p.2). Pour ces auteurs, les activités informelles s'insèrent dans l'espace urbain sous multiples formes (magasins, centres commerciaux, foires, etc.) et contribuent à leur transformation. Cette conclusion est identique aux résultats de A. TOURÉ (1984, p.12). Pour lui l'implantation des activités est fonction de la perception des acteurs. Ainsi, les jardiniers ambulants n'iront pas perdre leur temps à Treichville (quartier populaire) où les habitants n'ont pas de jardin privé. Ils préfèrent sillonner les rues de Cocody ou de la Riviera poussant leurs tondeuses et cherchant à tondre des pelouses chez des particuliers. De la même manière, les gamins peseurs d'homme n'iront pas avec leurs balances poirotter à Cocody ni à Marcory Résidentiel parce que leurs clients sont nombreux à Adjamé ou au Plateau.

Quant à la diversité des espaces occupés par les commerçantes informelles, F. LEIMDORFER (1999 p.51), dans ses travaux sur la ville d'Abidjan fait remarquer qu'il existe cinq types d'espaces publics qui mettent en présence une pluralité d'acteurs. Ce sont les espaces de circulation ; les espaces de sécurité, principalement les servitudes, dont les canaux d'égouts et celles en dessous des câbles de haute tension ; les espaces ouverts communs, dont les parcs, les places publiques, les jardins, les gares et les marchés publics ; les espaces fermés d'usage public, dont les écoles et les édifices publics ; et enfin, les espaces privés à usage public. Allant dans la même optique, A. F. ASSALE et al (2020, p.48) affirment que les abords immédiats des rues, des échangeurs des carrefours et des parcs et jardins constituent de façon indéniable « l'espace-support » privilégié des activités informelles. Les espaces publics sont devenus des sites de prédilection des activités informelles. S'inscrivant dans la même veine idée G. K. NYASSOGBO (2011, p.22) affirme que les trottoirs et les carrefours importants des villes africaines sont de plus en plus densément occupés, mieux, envahis par des hommes et des femmes venus



d'horizons divers et exerçant de multiples petites activités socioéconomiques variées communément rangées sous le terme d'activités de « survie ou du secteur informel ».

Enfin, concernant le mode d'accès à l'espace communal, il ressort de cette étude que 68% des commerçantes informelles occupent l'espace urbain sans autorisation. Cette occupation anarchique n'est sans conséquence. C'est en ce sens G. K. NYASSOGBO (2011, p.31) affirme que l'occupation illégale des rues produit d'importantes quantités de déchets commerciaux et artisanaux, composés de toutes sortes de débris, de sachets en plastique, d'emballages en papier, de cartons, de boîtes de conserve qui jonchent les trottoirs et la chaussée à la fin de la journée. Il en est de même pour A. F. ASSALE et al (2020, p.57), affirmant que la question de l'occupation anarchique des servitudes publiques par les activités a pour premier impact la désagrégation de l'esthétique urbaine.

## Conclusion

L'étude sur l'espace public et les logiques d'implantation des commerçantes informelles dans la ville de Daloa a permis d'appréhender les différentes formes d'implantation des commerçantes informelles et les raisons qui motivent leur présence sur l'espace public. On observe trois formes d'occupation de l'espace. Ce sont l'ambulatoire, la sédentarisation et la semi-sédentarisation. Ces différentes formes d'occupation de l'espace sont motivées par des raisons économiques et commerciales traduites en termes de clients et d'opportunités d'affaires. En outre, l'insuffisance et le coût élevé de places sont également des facteurs de l'occupation de l'espace public par les commerçantes informelles. Toutefois cette occupation est faite de façon anarchique et illégale. En effet, 68% des commerçantes informelles installées sur le domaine public ne disposent pas d'autorisation de la mairie. Cette pratique engendre du désordre et source de nombreux problèmes environnementaux.

## Bibliographie

ASSALE Aka Félix, TOURE Mamoutou et GOBGE Téré, 2020 « Occupation illégale et mutation des espaces publics de Cocody » in *Revue Espace géographique et société marocaine* n°32, pp47-67.

Institut Nationale de la Statistique (INS), 2022, *Rapport sur la situation des ODD, prenant en compte les personnes vulnérables et le genre en Côte d'Ivoire, 2017-2020*, INS, Abidjan, 85p.

KHAROUFI Mostafa, 1992, *Secteur « informel » et activités urbaines en Égypte : le point sur quelques travaux*, 15p.

KHOUMA Mamadou, 2017, *Commerce et gestion de l'espace urbain à Dakar, Enjeux, logiques et stratégies des acteurs*, Thèse de géographie, Université du Havre, France, 256p.

LEIMDORFER François, 1999. « Enjeux et imaginaires de l'espace public à Abidjan », in *Revue Politique africaine* N° 74, pp. 51-75.

MALDONADO Carlos, BEDIANE Cheikh et MIÉLOT Anne-Lise, 2004, *Méthodes et Instruments d'Appui au Secteur informel en Afrique Francophone*, Genève, BIT, 163p.

NYASSOGBO Gabriel Kwami, 2011, « Les activités informelles et l'occupation des espaces publics. Trottoir de Lomé » in *Revue de Géographie tropicale et environnement*, Département de Géographie, Université de Lomé, n2, 12 p.

SERY Annelise, 2012, *Le micro crédit : l'empowerment des femmes ivoiriennes*, Thèse de doctorat en sociologie, France, Université Paul-Valéry-Montpellier III, 379p.

STECK Jean-Fabien, 2006, « La rue africaine, territoire de l'informel ? » in *Flux* n° 66-6, pp 73-86.

TOURE Abdou, 1984, *Les petits métiers à Abidjan : L'imagination au secours de la conjoncture*, 238p.